



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

fonderies du poitou

Question au Gouvernement n° 1775

Texte de la question

FONDERIES DU POITOU

M. le président. La parole est à M. Nicolas Turquois.

M. Nicolas Turquois. Monsieur le ministre de l'économie et des finances, il y a quelques mois, je vous ai interpellé au sujet des fonderies du Poitou, situées à Ingrandes dans la Vienne, qui emploient près de 900 personnes, dont 740 en CDI. Nous pourrions, dans les prochains jours, aboutir à un accord positif dans ce dossier, fruit de mois de travail discret avec les directions, les représentants du personnel, les services du comité interministériel de restructuration industrielle – CIRI – et Renault, le principal client.

Cependant, des points majeurs restent à consolider. Tout d'abord, la capacité du repreneur à conserver un maximum de salariés tient à l'engagement du principal client, Renault donc, de garantir un volume d'activité suffisant dans les trois prochaines années, afin de laisser le temps de la reconversion et les moyens de la modernisation. Des écrits en ce sens sont nécessaires et attendus. Ensuite, il y aura des suppressions d'emplois, qui toucheront vraisemblablement plusieurs dizaines de CDI. Un accompagnement à la hauteur des enjeux est nécessaire. Plus de 100 salariés intérimaires aux fonderies, mais en CDI dans des agences d'intérim, perdront aussi leur emploi. Ils ne sont pas concernés par les discussions en cours. Quelles solutions leur seront proposées ?

Au-delà, des enseignements doivent être tirés de cette affaire. Même sur un sujet aussi lié à la vieille économie que celui des fonderies, des industriels au rayonnement planétaire sont prêts à investir en France. C'est le point positif.

En revanche, l'État n'a pas vraiment suivi la mise en œuvre des engagements pris en 2012 par le repreneur de l'époque, si bien que les difficultés ressurgissent. Or nous avons besoin d'une véritable politique industrielle au long cours. Nous pouvons nous interroger sur le calibrage des moyens du CIRI, qui fait un travail de très grande qualité, mais dont les ressources humaines sont bien trop faibles au regard des besoins.

Enfin, il y a les crédits européens. Des parlementaires évoquent des financements mobilisables auprès de vos services, mais ils ne font jamais partie des discussions. Pourriez-vous nous éclairer à ce sujet ?
(Applaudissements sur les bancs du MODEM et sur quelques bancs du groupe LaREM.)

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'économie et des finances.

M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie et des finances. Depuis deux ans, la France crée plus d'emplois industriels qu'elle n'en détruit, situation inédite depuis dix ans. (Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM.) Depuis deux ans, la France ouvre plus de sites industriels qu'elle n'en ferme, situation, là aussi, inédite

depuis dix ans. (Mêmes mouvements.)

M. Thibault Bazin. C'est faux ! Pas en 2018 !

M. Bruno Le Maire, ministre. La reconquête industrielle est en marche : nous allons la réussir ! Mais il n'y aura pas de reconquête industrielle en laissant tomber les sites en difficulté. Je vois certains bons conseillers qui disent de tout investir sur l'industrie 4.0 et sur les nouvelles technologies, et d'oublier les sites en difficulté. Jamais ! Je ne laisserai tomber aucun site en difficulté.

Mme Clémentine Autain. Vraiment ?

M. Bruno Le Maire, ministre. J'ai agi pour Arjowiggins, j'ai agi pour Ascoval, j'ai agi pour le site de Ford à Blanquefort – j'ai d'ailleurs reçu ce matin les salariés de Blanquefort pour travailler à la réindustrialisation du site –...

Mme Clémentine Autain. Zéro !

M. Bruno Le Maire, ministre. ...et j'ai agi pour les fonderies du Poitou, où, grâce aux services de l'État et aux élus locaux, nous avons, avec Liberty, une offre de reprise solide, sur laquelle nous allons continuer de travailler. Oui, cette offre mérite d'être améliorée. Oui, il faut continuer à trouver des solutions pour les 750 salariés concernés. Oui, nous allons poursuivre les discussions avec Renault pour que le volume de commandes soit suffisant pour le repreneur. Mais, je le redis, nous ne bâtissons pas l'avenir industriel de la France sans apporter de solutions à tous les sites en difficulté et sans continuer à nous battre pour leur revitalisation. Vous pouvez continuer de compter sur ma mobilisation totale. (*Applaudissements sur les bancs du groupe MODEM et sur quelques bancs du groupe LaREM.*)

Données clés

Auteur : [M. Nicolas Turquois](#)

Circonscription : Vienne (4^e circonscription) - Mouvement Démocrate et apparentés

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1775

Rubrique : Emploi et activité

Ministère interrogé : Économie et finances

Ministère attributaire : Économie et finances

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [20 mars 2019](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [20 mars 2019](#)